



FILIÈRE CEUS
CONSOMMABLES ET ÉQUIPEMENTS DES UNITÉS DE SOINS

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

MARCHE PUBLIC SOUMIS AU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE

Procédure M_2824BIS

Pouvoir adjudicateur : Hospices Civils de Lyon (HCL)

Objet du marché :

ACQUISITION, LOCATION ET MAINTENANCE, DE DISTRIBUTEURS AUTOMATIQUES DE VÊTEMENT ET DE VESTIAIRES AUTOMATIQUES

Procédure : Appel d'offres ouvert (articles L.2124-2, R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique)

Technique d'achat : Accord-cadre à bons de commande

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES M_2824BIS et ses annexes, soit :

- Annexe 1 - Liste des adhérents à la consultation – membres du GC
- Annexe 2 – Liste des membres UNIHA
- Annexe 3 – Template e-catalogue

SOMMAIRE

Chapitre 1er - Généralités.....	5
1. Fonctionnement du pouvoir adjudicateur.....	5
1.1 Type de pouvoir adjudicateur.....	5
1.2 Coordonnées du pouvoir adjudicateur.....	5
1.3 Bénéficiaires de l'accord-cadre.....	6
1.4 Modalités de mise à disposition de l'accord-cadre.....	7
1.5 Répartition des responsabilités.....	7
1.6 Litiges.....	8
2. Objet et périmètre du contrat.....	8
2.1 Objet du contrat.....	8
2.2 Nature et forme du contrat.....	9
2.3 Périmètre géographique.....	9
2.1 Procédure de passation.....	9
3. Pièces constitutives du contrat.....	9
4. Division en lots.....	10
5. Durée du contrat.....	10
6. Obligations générales du titulaire.....	11
6.1 Modifications affectant le titulaire et intervenant au cours de l'exécution du marché.....	11
6.2 Suivi de l'exécution des marchés.....	12
6.3 Qualité des fournitures.....	13
6.4 Assurances.....	13
6.5 Discrétion et confidentialité.....	13
6.6 Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail.....	14
6.7 Sous-traitance en cours d'exécution.....	14
6.8 MODALITES PARTICULIERES DE LOCATION (PSEF).....	14
6.9 Protection des données personnelles dans la relation pouvoir adjudicateu.....	17
Chapitre 2 - Exécution.....	20
7. Modalités d'exécution des bons de commande.....	20
7.1 Modalités d'émission des bons de Commande de fournitures.....	20
7.2 Horaires, lieux et conditions de livraison.....	21
7.3 Emballages et transport.....	21
7.4 Le délai de livraison.....	21
7.5 Difficulté de livraison.....	22
7.6 Bordereau de livraison.....	22

8.	Gestion des ruptures d’approvisionnement	22
8.1	Obligation d’information	22
8.2	Rupture consécutive à une évolution de la réglementation ou/ et non imputable au titulaire	23
8.3	Rupture imputable au titulaire	23
9.	Opérations de vérification	24
9.1	Vérifications quantitatives.....	24
9.2	Vérifications qualitatives	24
9.3	Admission et transfert de propriété.....	25
10.	Garantie des fournitures	27
11.	Achats durables, équitables et responsables	27
Chapitre 3 – Dispositions spécifiques aux établissements bénéficiaires situés en Outre-Mer.....		28
12.	MODALITES DE LIVRAISON	28
12.1	BORDEREAU DE LIVRAISON.....	28
12.2	EMBALLAGES ET TRANSPORT.....	29
13.	Opération de vérification qualitative et quantitative.....	29
14.	DISPOSITIONS FINANCIÈRES PARTICULIÈRES.....	29
Chapitre 4 - Prix et règlements		31
15.	Contenu et caractère des prix	31
15.1	Forme des prix.....	31
15.1	Contenu des prix	31
16.	Modification des prix.....	31
16.1	Offre de prix promotionnels.....	32
16.2	Remises et escomptes applicables	32
16.3	Modalités de mise en œuvre de la formule de révision.....	32
16.4	FORMULE et modalité DE RÉVISION	33
16.5	Fournitures achetées hors BPU et bénéficiant d’une remise sur catalogue	34
16.6	REVISION DES PRIX DES EQUIPEMENTS EN LOCATION MAINTENANCE.....	34
16.7	Clause de RENDEZ VOUS	35
17.	Avances.....	36
18.	Modalités de règlements.....	36
18.1	Délais de paiement.....	36
18.2	MODALITES DE PAIEMENT	37
18.2.1	– MODALITES DE PAIEMENT EN ACHAT	37
18.2.2	– MODALITES DE PAIEMENT POUR LES PRESTATIONS DE MAINTENANCE	37
18.2.3	– MODALITES DE PAIEMENT EN LOCATION MAINTENANCE.....	38
18.3	Factures.....	38

Chapitre 5 – Résiliation, exécution aux frais et risques et pénalités.....	40
19. Pénalités	40
19.1 Pénalités en cas de retard dans l'exécution	40
19.2 AUTRES Pénalités	41
20. Exécution aux frais et risques	41
20.1 En cas de rupture d'approvisionnement en cours d'exécution	41
20.2 Après résiliation prononcée aux torts du titulaire	41
21. Résiliation du contrat	41
21.1 Motifs de résiliation	41
21.2 Indemnité de résiliation	42
21.3 Résiliation en cas de liquidation judiciaire	42
Chapitre 6 – Imprévision et circonstances imprévues	43
22. Obligation d'information	43
23. Modalités de poursuite du contrat.....	43
23.1 Modification des conditions d'exécution	43
23.2 Indemnisation au titre de l'imprévision	44
24. Modalités de suspension du contrat	44
Chapitre 7 - Clauses de réexamen.....	46
25. Evolution technologique.....	46

Chapitre 1er - Généralités

1. FONCTIONNEMENT DU POUVOIR ADJUDICATEUR

1.1 TYPE DE POUVOIR ADJUDICATEUR

Afin d'optimiser la commande publique dans le domaine de la santé, un Groupement de Coopération Sanitaire (G.C.S.) dénommé UniHA a été constitué par les établissements de santé adhérents du GCS UniHA.

Le GCS UniHA exerce l'activité permanente de centrale d'achat au sens de l'article L.2113-2 du Code de la commande publique.

En vertu de sa convention constitutive, l'assemblée générale du GCS UniHA peut donner mandat à l'un de ses membres pour coordonner des groupements de commande.

La présente consultation est coordonnée par les Hospices Civils de Lyon (HCL) en application de la délibération de l'assemblée générale du GCS UniHA en date du 22/11/2023, mandat 2023 – 16.

En vertu de ce mandat, les Hospices Civils de Lyon ci-après « l'établissement coordonnateur » - est pouvoir adjudicateur de la présente procédure et coordonne le groupement de commande constitué des membres listés en annexe 1 du CCAP. La centrale d'achat est membre de ce groupement de commande.

Le marché est passé pour le compte des établissements bénéficiaires définis à l'article 1.3 du CCAP.

Les établissements bénéficiaires du présent marché sont pouvoir adjudicateur dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre au sens où ils émettent leurs bons de commande directement auprès des titulaires du marché, et sont responsables de l'exécution des prestations objet du marché à l'égard des titulaires retenus.

1.2 COORDONNEES DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Le pouvoir adjudicateur contractant de l'accord-cadre est :

HOSPICES CIVILS DE LYON
Direction des ACHATS
45 rue Villon
69373 LYON CEDEX 08

Par dérogation à l'article 3.7.1 du CCAG FCS, le pouvoir adjudicateur contractant des bons de commande est chaque établissement bénéficiaire de l'accord-cadre. A ce titre et par dérogation à l'article 2 du CCAG-FCS, l'acheteur, lors de l'exécution de l'accord-cadre, est chaque établissement bénéficiaire.

1.3 BÉNÉFICIAIRES DE L'ACCORD-CADRE

Les établissements bénéficiaires des prestations objet du présent marché (ci-après « les établissements bénéficiaires ») sont :

- Les membres du groupement de commande identifiés en annexe 1 du CCAP « Liste des adhérents ».
- Les adhérents de la centrale d'achat identifiés en annexe 2 et dans les conditions définies ci-après, en tant qu'ils ne sont pas membres du groupement de commande.

Le titulaire assure directement les prestations objet du marché auprès des bénéficiaires.

1.3.1 LES MEMBRES DU GROUPEMENT DE COMMANDE AUTRES QUE LA CENTRALE D'ACHAT

Les bénéficiaires de l'accord-cadre sont les membres identifiés en annexe 1 du CCAP.

La liste des lots sur lesquels chaque établissement s'est engagé est précisée en annexe 1.

Chaque membre du groupement de commandes est susceptible de commander l'ensemble des produits du lot sur lesquels il s'est positionné, dans la limite du montant maximum du lot, quelles que soient les quantités recensées par l'établissement sur chaque produit.

1.3.2 LES MEMBRES DE LA CENTRALE D'ACHAT

La centrale d'achat UniHA est membre du groupement de commandes. A ce titre, les adhérents de la centrale d'achat listés en annexe 2 du présent CCAP, s'ils ne sont pas déjà identifiés comme membre du groupement de commandes dans l'annexe 1 du présent CCAP, sont bénéficiaires potentiels du marché, sous réserve qu'ils en expriment la volonté et qu'une convention de mise à disposition soit signée entre la centrale d'achat et ses adhérents. Les modalités de formalisation de la convention de mise à disposition sont prévues au CCAP.

Chaque lot est susceptible d'être mis à disposition des adhérents de la centrale d'achat listés en annexe 2 du CCAP dans la limite du montant maximum indiqué pour chaque lot.

La liste de ces adhérents est susceptible d'évoluer en cours d'exécution de l'accord-cadre. Les nouveaux adhérents pourront bénéficier du marché dans les limites suivantes :

- Le montant maximum de chaque lot devra être respecté ;
- Les nouveaux adhérents seront des établissements de santé publics, privés, médico-sociaux ou concourant à l'activité de UniHA, conformément à la convention constitutive du GCS UniHA ;

L'ouverture aux membres de la centrale d'achat sera évoquée par UniHA avec le titulaire du marché, et selon les reporting de commandes portées à la connaissance de UniHA par le titulaire du marché.

Les prix du marché ne pourront pas être modifiés par le titulaire dès lors que les conditions d'exécution des prestations ne sont pas modifiées par l'ouverture du bénéfice de l'accord-cadre aux établissements listés en annexe 2.

1.4 MODALITES DE MISE A DISPOSITION DE L'ACCORD-CADRE

1.4.1 MISE A DISPOSITION DE L'ACCORD-CADRE AUPRES DES MEMBRES DU GROUPEMENT DE COMMANDE

Les membres du groupement de commande tels qu'ils sont identifiés en annexe 1, sont bénéficiaires de plein droit de l'accord-cadre. Ils sont engagés, pour chaque lot, à l'égard du titulaire retenu dès la notification de l'accord-cadre.

1.4.2 MISE A DISPOSITION DE L'ACCORD-CADRE AUX ADHERENTS DE LA CENTRALE D'ACHAT

Pour chaque lot, les adhérents de la centrale d'achat seront bénéficiaires du présent contrat, à la condition qu'une convention de mise à disposition du marché soit conclue entre le GCS UniHA et chaque établissement qui demande le bénéfice du présent marché. Une fois cette convention de mise à disposition signée, cet établissement est alors dénommé « Bénéficiaire » et est engagé à l'égard du titulaire retenu.

Les bénéficiaires de la centrale d'achat sont considérés comme ayant respecté leurs obligations de publicité et de mise en concurrence conformément aux dispositions du droit de la Commande Publique.

La convention de mise à disposition indique notamment la dénomination du présent marché et la nature des fournitures, équipements et prestations qui constituent son objet.

Le titulaire de l'accord-cadre sera informé par le GCS UniHA de la signature de cette convention et de l'identité de l'adhérent qui devient bénéficiaire des stipulations du marché par effet direct de la signature de la convention de mise à disposition.

A compter de la mise à disposition de la convention, le bénéficiaire pourra lancer ses bons de commande.

1.5 REPARTITION DES RESPONSABILITES

Les responsabilités respectives de l'établissement coordonnateur et des membres bénéficiaires se répartissent comme suit.

	Coordonnateur	Etablissement bénéficiaire
Supervision de la phase de lancement de l'accord-cadre et accompagnement de leur mise en œuvre initiale par les titulaires dans les établissements bénéficiaires	X	
Passation, Signature notification de l'accord-cadre et de ses avenants, Résiliation de l'accord-cadre	X	
Envoi des bons de commande		X
Gérer les procédures de révisions des prix des marchés	X	
Procéder à la reconduction des marchés	X	
Agrément des sous-traitant	X	
Délivrance du certificat de cession de créances / exemplaire unique		X
Appliquer les pénalités	X (pénalités reporting)	X (pénalités d'exécution)
Gérer les procédures précontentieuses et contentieuses formées au titre de la procédure d'attribution, la passation des avenants, la reconduction et la résiliation des accords-cadres, l'ajustement et la révision des prix, des conditions générales d'exécution de l'accord-cadre	X	
Gérer les procédures précontentieuses et contentieuses formées en exécution des bons de commande		X
Opérations de réception/admission des prestations objet du marché		X
Paieement des prestations objet du marché auprès du titulaire		X

1.6 LITIGES

En aucun cas pour quelque motif que ce soit, les contestations, qui pourraient survenir entre le bénéficiaire et le titulaire, ne peuvent être invoquées par ces derniers comme cause d'arrêt ou de suspension, même momentanée des prestations à effectuer.

Les litiges relatifs à l'exécution de chaque bon de commandes relèveront de la compétence des juridictions du ressort territorial des établissements bénéficiaires de la prestation objet du marché.

Les litiges concernant l'accord-cadre lui-même relèveront du Tribunal administratif de Lyon.

2. OBJET ET PERIMETRE DU CONTRAT

2.1 OBJET DU CONTRAT

Le présent contrat, attribué à l'issue d'une procédure d'appel d'offres ouvert, a pour objet :

ACQUISITION, LOCATION ET MAINTENANCE, DE DISTRIBUTEURS AUTOMATIQUES DE VETEMENT ET DE VESTIAIRES AUTOMATIQUES

2.2 NATURE ET FORME DU CONTRAT

Le contrat est un accord-cadre à bons de commandes *sans minimum et avec un montant maximum tel que défini à l'article 4 du CCAP*.

Le montant maximum s'entend, pour chaque lot, comme un montant global réalisé par l'ensemble des établissements bénéficiaires du lot concerné sur toute la durée de l'accord cadre.

Le montant prévisionnel de dépense sur catalogue est d'environ 10% de la dépense globale, au regard de l'expérience emmagasiner lors du marché précédent.

Chaque lot est mono attributaire.

Les fournitures et prestations, objets des marchés, pourront être choisies sur le catalogue du fournisseur. Il est précisé que ces produits seront strictement conformes à l'objet du marché

2.3 PERIMETRE GEOGRAPHIQUE

Chaque lot est exécuté au bénéfice de l'ensemble des membres bénéficiaires identifiés ci-avant (article 1 du présent CCAP), lesquels sont situés sur le territoire métropolitain et dans les Départements ou Régions d'Outre-Mer et Collectivités d'Outre-Mer (DROM-COM). Le lieu d'exécution sera précisé sur chaque bon de commande.

2.1 PROCEDURE DE PASSATION

Le marché est passé selon une procédure d'APPEL DOFFRES OUVERT soumis aux dispositions des articles L-2124-2 et R2124-2, R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique.

3. PIECES CONSTITUTIVES DU CONTRAT

En dérogation à l'article 4.1. du CCAG FCS, le marché est constitué et régi par les documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- **L'acte d'engagement (ATTRI1)** et son annexe financière résultant de dernières modifications éventuelles opérées par avenant
- **Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) M_2824BIS et ses annexes**, dont l'exemplaire original conservé dans les archives des HCL fait seule foi
- **Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) M_2824BIS et ses annexes**, dont l'exemplaire original conservé dans les archives des HCL fait seul foi
- Le **Cahier des Clauses Administratives Générales** applicables aux marchés de Fournitures Courantes et Services (CCAG-FCS)
- **L'offre technique du titulaire et la partie du catalogue strictement conforme à l'objet du marché**

- **Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.**

Toute clause, portée dans le(s) catalogue(s), tarif(s) du titulaire ou documentation quelconque y compris les conditions générales de vente du Titulaire, même imposées habituellement à sa clientèle publique ou privée que ce soit par l'insertion d'imprimés particuliers, de documents annexes ou par tout autre moyen, ne s'appliquent en aucun cas à l'accord-cadre.

En cas de contradiction entre les pièces constitutives du contrat, elles prévalent dans l'ordre de priorité énuméré ci-dessus.

Par dérogation au dernier alinéa de l'article 1.2. du CCAG FCS, le présent CCAP ne comprend pas la liste récapitulative des articles du CCAG auxquels il est dérogé.

4. DIVISION EN LOTS

Le marché est alloté en 3 lots. Le détail de l'allotissement est précisé ci-après :

N°LOT	Intitulé	Montant maximal en € TTC sur durée du contrat
4	DAV pliés - plusieurs vêtements par case : Acquisition, location, maintenance, Sans gestion de stock	6 000 000 €
8	Vestiaires automatiques sur cintres Housses individuelles souples (acquisition, location, maintenance)	3 000 000 €
9	Vestiaires automatiques sur cintres Structures casiers individuels souples (acquisition, maintenance)	3 000 000 €

5. DUREE DU CONTRAT

Le marché est conclu pour une période ferme à compter de sa date de notification et jusqu'au 12 août 2029.

Pour les lots ayant un dispositif de location des matériels possible (lots 4 et 8) :

Les bons de commande pourront être émis pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre et leur échéance pourra être postérieure à l'échéance de la durée de l'accord-cadre sous réserve de ne pas méconnaître l'obligation d'une remise en concurrence périodique de l'accord-cadre. La durée d'exécution des bons de commande de location ne pourra en tout état de cause excéder la durée indiquée comme « prestation supplémentaire Eventuelle Facultative » de chacun des lots concernés et ne pourra excéder 7 ans.

Les bons de commande pourront être émis pendant toute la durée de validité de l'accord-cadre.

6. OBLIGATIONS GENERALES DU TITULAIRE

6.1 MODIFICATIONS AFFECTANT LE TITULAIRE ET INTERVENANT AU COURS DE L'EXECUTION DU MARCHE

6.1.1. MODIFICATIONS ADMINISTRATIVES

Le titulaire s'engage à informer, sans délai, l'établissement coordonnateur de tout changement qui se rapporte :

- Aux personnes ayant le pouvoir d'engager le titulaire ;
- À la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- À sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- À son adresse ou à son siège social ;

Ces changements doivent être signalés impérativement au référent administratif de l'établissement coordonnateur avant toute nouvelle facturation auprès des adhérents. Ces changements se font sans modification de l'offre retenue.

Ces modifications peuvent être formalisées par simple échange de courrier ou certificat administratif, ou tout moyen permettant d'établir l'accord des parties. Un avenant n'est pas nécessaire.

Les changements de coordonnées bancaires seront notifiés par le titulaire aux établissements bénéficiaires.

6.1.2. ALIMENTATION E-CATALOGUE

Afin de d'alimenter le e-catalogue UNIHA, et de proposer aux adhérents une vitrine des articles proposés dans chaque lot, les titulaires de l'accord-cadre devront fournir l'annexe 3 du CCAP complétée avec les photos et/ou fiches techniques des produits proposés dans leur offre.

Les titulaires disposent d'un délai de 30 jours à compter de la notification pour fournir l'ensemble des éléments par voie électronique.

Le titulaire ne peut se soustraire à cette obligation. Tout retard dans la remise de ces informations exposera le titulaire à une pénalité conformément à l'article 15 du CCAP.

6.1.3. CESSION DU MARCHE

Conformément à l'article R.2194-6 du Code de la Commande publique, le titulaire du marché initial peut, à la suite d'une opération de restructuration, céder le marché à un nouveau titulaire.

Le cessionnaire pressenti devra :

- avoir la capacité et les pouvoirs requis pour devenir partie au présent marché et exécuter les obligations à la charge du Titulaire ;
- présenter des garanties professionnelles, techniques et financières suffisantes lui permettant d'assurer la bonne exécution du présent marché pour la durée restante de celui-ci.

La cession est subordonnée à l'autorisation expresse du pouvoir adjudicateur qui se réserve le droit de refuser la cession si le cessionnaire pressenti ne présente pas les qualités et garanties requises et exposées ci-dessus.

Dans sa demande d'agrément, le cessionnaire communiquera les pièces suivantes :

- Les garanties techniques et financières suffisantes lui permettant d'assurer la bonne exécution du présent marché pour la durée restante de celui-ci ;
- les justificatifs prouvant que le cessionnaire a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ;
- un numéro d'identification SIREN ;
- La date à laquelle la cession doit intervenir.

Le pouvoir adjudicateur se prononcera sur l'agrément du cessionnaire après réception de la demande d'agrément, étant précisé que le pouvoir adjudicateur ne pourra refuser une demande d'agrément si le cessionnaire pressenti présente les qualités et garanties requises exposées ci-dessus.

Dans le cas où la commercialisation du produit objet du marché est transféré à un autre opérateur, un avenant de transfert sera réalisé par le pouvoir adjudicateur sous réserve que le repreneur soit en règle au regard de ses obligations fiscales et sociales et que celui-ci requiert les capacités professionnelles et techniques suffisantes pour l'exécution des prestations. Les conditions initiales de mise en concurrence ne doivent pas être remises en cause du fait de ce transfert.

Dans tous les cas, le Titulaire respectera ses engagements contractuels.

6.2 SUIVI DE L'EXECUTION DES MARCHES

6.2.1 REPORTING COORDONNATEUR DU GROUPEMENT DE COMMANDES

Pour le bon pilotage du marché et les besoins de reporting d'UNIHA, le titulaire devra fournir périodiquement, et au moins chaque semestre (30 juin et 31 décembre), toute information, notamment statistique, relative à la mise en œuvre et au suivi de l'exécution du marché, pour l'ensemble des adhérents d'UNIHA.

Le titulaire doit notamment fournir au coordonnateur (HCL) un **suivi précis concernant le volume d'affaires réalisé avec chaque établissement bénéficiaire et tous les faits notables dans l'exécution du marché**. Il est demandé de fournir ces informations par voie électronique au moyen d'un fichier modifiable pour faciliter les traitements statistiques.

Le titulaire ne peut se soustraire à cette obligation. Tout retard dans la remise de ces informations exposera le titulaire à une pénalité conformément à l'article 18 du CCAP.

6.3 QUALITE DES FOURNITURES

Les fournitures doivent être conformes à la réglementation en vigueur et aux spécifications techniques décrites dans le dossier de consultation.

Le titulaire s'engage à ce que ses fournitures soient de qualité identique à celle des photos ou iconographies, ou spécimen, fournies avec son offre.

Le titulaire s'engage à respecter le niveau d'engagement indiqué dans son offre.

6.4 ASSURANCES

Conformément à l'article 9 du CCAG-FCS, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier auprès de l'établissement coordonnateur dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

6.5 DISCRETION ET CONFIDENTIALITE

Le titulaire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) et documents auxquels il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent contrat.

A ce titre et conformément à l'article 5 du CCAG-FCS, le titulaire est tenu de prendre toutes les mesures nécessaires afin d'éviter que des informations confidentielles ne soient divulguées à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par son personnel et préposés.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché pourra être résilié aux torts exclusifs du titulaire sans aucune possibilité de dédommagement.

Ces obligations devront perdurer postérieurement à la fin de l'exécution du présent contrat.

La confidentialité ne s'appliquera pas aux informations et documents qui sont publics ou le sont devenus avant divulgation.

6.6 PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

A compter de la notification du marché, le titulaire est tenu de fournir au pouvoir adjudicateur tous les six mois et pendant toute la durée de validité du contrat, les pièces listées aux articles D. 8222-4 à D. 8222-8 du Code du travail, permettant d'établir que le titulaire s'acquitte des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du code du travail, et établissant qu'il satisfait à ses obligations fiscales et sociales telles que prévues par ces articles.

En cas de non accomplissement de ces formalités et après mise en demeure de régulariser sa situation qui sera restée infructueuse, le pouvoir adjudicateur pourra résilier le présent marché, sans indemnités pour faute du titulaire, dans les conditions prévues au présent CCAP.

6.7 SOUS-TRAITANCE EN COURS D'EXECUTION

En cas de sous-traitance, le titulaire fournit une déclaration de sous-traitance mentionnant :

- La nature et le montant des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix.

Il lui remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Le titulaire, en signant l'acte de sous-traitance, est réputé avoir accompli auprès de son sous-traitant les obligations qui s'imposent en application de l'article L.8222-1 du Code du travail.

6.8 MODALITES PARTICULIERES DE LOCATION (PSEF)

Dans l'éventualité où la Prestations Supplémentaires Eventuelles Facultatifs de location serait acceptée (se référer à l'acte d'engagement du marché), la location de matériels est possible pour les lots 4 et 8 :

4	DAV pliés - plusieurs vêtements par case : Acquisition, location, maintenance, Sans gestion de stock
8	Vestiaires automatiques sur cintres Housses individuelles souples (acquisition, location, maintenance)

6.8.1 ACCEPTATION PAR LE TITULAIRE

Ces lots font l'objet d'une location-maintenance avec ou sans option d'achat.

Dans l'hypothèse où la location est proposée par un établissement financier, le titulaire pourra exiger préalablement à la livraison d'un équipement la production de tous les documents officiels financiers et/ou comptables lui permettant d'apprécier la structure et la solvabilité financière de l'établissement bénéficiaire. Le Titulaire pourra, autant que de besoin, exiger la mise en place préalable par l'établissement bénéficiaire considéré, et aux frais exclusifs de ce dernier, de garanties de paiement idoines.

Le Titulaire pourra à titre exceptionnel et sur la base de motifs objectifs, avérés et vérifiables refuser une commande, en cas de fortes incertitudes sur les capacités de paiement par un Bénéficiaire ou si l'établissement financier prêteur refuse de financer l'opération.

Le Titulaire informera l'établissement de l'acceptation ou du refus de la commande dans un délai de 10 jours ouvrés à compter de la réception du bon de commande ou de la production des documents financiers et/ou comptables lui permettant d'apprécier la structure et la solvabilité financière de l'établissement bénéficiaire.

6.8.2 RETRAIT ANTICIPE / RESILIATION DU BON DE COMMANDE DE LOCATION PAR L'ETABLISSEMENT BENEFICIAIRE

L'établissement bénéficiaire pourra résilier les bons de commande de location, pour faute ou pour motif d'intérêt général, en respectant un préavis d'un mois minimum après l'émission du bon de commande.

Lors de l'exécution du marché, en cas de retrait prématuré d'un matériel (cf. article 3.5 du CCTP M_2824BIS), le titulaire pourra prétendre à une indemnisation.

Le calcul de cette indemnisation se basera sur la différence entre le loyer effectivement facturé par le titulaire et le loyer qui aurait été facturé en cas d'application du tarif correspondant au plus proche à la durée effective de location de l'appareil.

Au-delà de cette indemnisation, l'adhérent devra s'acquitter d'une prestation forfaitaire de récupération du matériel dont le montant est indiqué dans l'annexe financière « forfait de récupération à l'issue de la période de location ».

6.8.3 REPRISE DES MATERIELS

Le contrat de location se termine par la restitution du matériel, auquel cas l'établissement bénéficiaire devra :

- Restituer le matériel loué en bon état compte tenu de l'usure normale et le restituer avec tous ses accessoires, manuels d'utilisation et logiciels et vidé de tous produits et fluides dans le respect des normes de traitement des déchets en vigueur.
- Les matériels loués seront nettoyés et décontaminés selon les procédures d'hygiène en vigueur, sur toutes les zones accessibles sans démontage supérieurs à ceux de niveau 1, selon la norme FD X 60 010.
- Supprimer définitivement toutes les données confidentielles ou personnelles.

L'enlèvement sera du ressort du Titulaire et comprendra notamment les opérations suivantes :

- Nettoyage et décontamination éventuelle des parties internes de la machine nécessitant des opérations de démontage.
- Opérations de démontage, y compris hors France métropolitaine
- Acheminement du matériel depuis son local jusqu'au moyen de transport du Titulaire y compris hors France métropolitaine.
- Les autres frais.
- L'intégralité des frais de transport, y compris hors France métropolitaine.

Le calendrier de désinstallation convenu entre les parties et pour chaque machine pourra être modifié de quelques jours, sans que le Titulaire puisse prétendre à un supplément de loyer.

Un planning de reprise des matériels devra être proposé à l'établissement adhérent au moins 2 mois avant le retrait des matériels. En cas de désaccord avec l'établissement une nouvelle proposition sera faite au plus tard 15 jours après.

La reprise des matériels s'organisera autour des missions de :

- Coordination des éventuelles opérations de retrait du titulaire avec les opérations de déploiement du titulaire.
- Restitution à l'adhérent de l'ensemble des données afférentes à son parc.

Cela impliquera la participation aux réunions et travaux tripartites entre le titulaire (sortant), le titulaire entrant et l'établissement adhérent.

Il est attendu du titulaire qu'il mette tout en oeuvre pour garantir qu'aucune interruption de service n'interviendra pendant cette phase de reprise des matériels.

La reprise des matériels ne pourra faire l'objet d'aucune facturation supplémentaire en dehors des sommes précédemment. Seules des opérations non prévues et demandées expressément au titulaire pourront faire l'objet d'un devis complémentaire.

Dans les cas où l'adhérent ne lève pas l'option d'achat, il veillera à :

- Commander la prestation de « récupération à l'issue de la période de location » au coût figurant dans le BPU.
- Restituer le matériel loué en bon état compte tenu de l'usure normale et le restituer avec tous ses accessoires, manuels d'utilisation et logiciels
- Les matériels loués seront nettoyés et décontaminés.
- Supprimer définitivement toutes les données confidentielles ou personnelles.

6.8.4 SINISTRALITE

En cas de sinistre total de la chose louée, l'établissement bénéficiaire sera tenu de payer au maximum la valeur vénale de l'équipement à la date du sinistre, calculée de la façon suivante :

En location-maintenance :

Valeur vénale = montant des loyers restants dus (applicable uniquement sur la part équipement) + la valeur résiduelle de l'équipement en fin de contrat arrêtée contradictoirement. A défaut d'accord entre le titulaire et l'adhérent, la valeur sera déterminée par voie de conciliation ou judiciaire.

6.9 PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES DANS LA RELATION POUVOIR ADJUDICATEUR – ETABLISSEMENTS BENEFICIAIRES ET TITULAIRE

Conformément à l'article 5.2 du CCAG FCS, les stipulations suivantes sont applicables au présent accord-cadre :

6.9.1 DESCRIPTION DU TRAITEMENT

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 ainsi que la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée.

Le sous-traitant (cette notion s'entendant dans le présent article exclusivement au sens de sa définition dans le RGPD) est autorisé à traiter pour le compte de l'établissement coordonnateur, du GCS UniHA et des établissements bénéficiaires du marché les données à caractère personnel nécessaires pour respecter les obligations contractuelles définies dans le présent contrat.

L'expression « sous-traitant », pour l'application du présent article, désigne **le titulaire du marché**.

L'expression « le responsable du traitement » est :

- **L'établissement coordonnateur et le GCS UniHA** pour le traitement des données à caractère personnel concernant les obligations de reporting précisées à l'article 6.2 du présent CCAP ;
- **L'établissement bénéficiaire** pour l'exécution des prestations objet du marché,

Il est rappelé que la qualité de responsable de traitement de l'établissement coordonnateur, de UniHA ou des établissements bénéficiaires résultant de leur qualité de pouvoir adjudicateur ne fait pas obstacle au statut de responsable de traitement du titulaire du marché pour l'exercice de ses missions.

Les opérations qui pourront être réalisées sur ces données sont la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la structuration, la conservation, l'adaptation ou la modification, l'extraction, la consultation, l'utilisation, la communication par transmission, la diffusion ou toute autre forme de mise à disposition, le rapprochement ou l'interconnexion, la limitation, l'effacement ou la destruction.

6.9.2 FINALITES DU TRAITEMENT ET DONNEES TRAITEES

Chaque titulaire de l'accord-cadre est autorisé à traiter, pour le compte des responsables de traitement visés à l'article 6.8.1, des données à caractère personnel nécessaires pour le suivi de l'exécution des prestations objet du présent accord-cadre.

Les finalités du traitement **pour le compte de l'établissement coordonnateur et du GCS UniHA** sont la récupération harmonisée des données des titulaires de marché en vue de mesurer les consommations réelles des membres UniHA sur les marchés, afin de mesurer le besoin et de permettre une facturation à l'usage, conformément à la politique de tarification du GCS UniHA.

Les données à caractère personnel traitées sont : nom, prénom, grade, statut, coordonnées mail et téléphone des agents de l'établissement coordonnateur et de UniHA en charge du suivi du présent accord-cadre (acheteurs, Direction générale, contrôle de gestion, service juridique, centrale d'achat) et des responsables des établissements bénéficiaires en charge du suivi de l'exécution de l'accord-cadre.

Les finalités du traitement **pour le compte des établissements bénéficiaires**, sont la livraison des fournitures objet du marché, la facturation des prestations objet du marché, les réclamations liées à l'exécution du marché.

Les données à caractère personnel traitées sont les coordonnées et fonctions des personnes en charge de l'exécution des prestations de l'accord-cadre.

6.9.3 DUREE DU TRAITEMENT

La durée du traitement est celle liée à la durée d'exécution des différentes prestations de l'accord-cadre.

6.8.4 OBLIGATION DU SOUS-TRAITANT

Conformément au RGPD le sous-traitant s'engage à :

- Traiter les données pour les seules finalités qui font l'objet de la sous-traitance ;
- Traiter les données uniquement pour la durée du marché ;
- Traiter les données conformément aux instructions du présent contrat ;
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat ;
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel respectent la confidentialité et la sécurité et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
- Informer de toute difficulté dans l'application de la réglementation, de tout projet de recours à un tiers pour la mise en œuvre du traitement, ou encore de toute demande de communication de données qui lui serait adressée, ainsi que, lorsque celle-ci serait contraire à la réglementation française et européenne, des mesures adoptées pour s'y opposer ;
- Signaler immédiatement toute fuite de données.

De plus, conformément à l'article 37 du RGPD, le sous-traitant doit communiquer au responsable de traitement le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données s'il en a désigné un.

Enfin, le sous-traitant met à la disposition du responsable de traitement la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

Si le sous-traitant entend faire appel à un autre sous-traitant, il en informe préalablement par écrit le responsable de traitement en indiquant les activités de traitement qui seront sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ainsi que la durée du contrat de sous-traitance. Cette sous-

traitance ne peut être effectuée que si elle a été validée et acceptée par le responsable de traitement. Le second sous-traitant est tenu de respecter les obligations du présent contrat. Le sous-traitant initial doit s'assurer des garanties de son sous-traitant concernant la mise en œuvre des diverses obligations du RGPD.

Le sous-traitant ou le responsable de traitement, en fonction de la personne collectrice, fournit l'information aux personnes concernées des opérations de traitement au moment de la collecte des données.

6.9.4 DROITS DES PERSONNES

Lorsqu'une personne souhaite exercer un des droits dont elle dispose en vertu du RGPD, le sous-traitant répond au nom et pour le compte du responsable de traitement pour les données faisant l'objet de la sous-traitance prévue par le présent contrat et en avertit le responsable des données du responsable du traitement à l'adresse suivante :

- florence.burin@uniha.org pour le coordonnateur et le GCS UniHA
- Le DPO de l'établissement bénéficiaire pour ce dernier

6.8.5 VIOLATION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Le sous-traitant notifie sous 36 heures calendaires maximum au responsable de traitement toute violation des données à caractère personnel dont il a eu connaissance.

6.8.6 FIN DU CONTRAT

Au terme du présent contrat, le sous-traitant s'engage, sous réserve des obligations de conservation de certains documents résultant de réglementations distinctes, à détruire toutes les données à caractère personnel. Le sous-traitant justifie par écrit de la destruction des données ou du renvoi des données à caractère personnel au sous-traitant désigné par le responsable de traitement. Il détruit toute copie. Le sous-traitant justifie par écrit de la destruction des données.

6.8.7 CLAUSE DE REEXAMEN DU DISPOSITIF RGPD

Le présent dispositif est susceptible de faire l'objet de modification, le cas échéant de façon unilatérale de la part du pouvoir adjudicateur, pour tenir compte d'éventuelles clauses contractuelles types au sens de l'article 28.8 du RGPD ou pour tenir compte d'éventuelles évolutions de la réglementation.

Chapitre 2 - Exécution

7. MODALITES D'EXECUTION DES BONS DE COMMANDE

7.1 MODALITES D'EMISSION DES BONS DE COMMANDE DE FOURNITURES

Les commandes sont directement passées par les établissements bénéficiaires, une fois le présent marché mis à leur disposition dans les conditions visées à l'article 1.4 du présent CCAP.

Les livraisons ne pourront intervenir qu'après notification des bons de commandes signés par toute personne réputée habilitée à engager l'établissement bénéficiaire selon les règles internes propres à ce dernier. Seul l'établissement bénéficiaire est garant de cette habilitation.

Les bons de commande font apparaître les informations suivantes :

- La quantité à livrer,
- La désignation de la fourniture
- Le numéro de référence du produit
- La date de livraison souhaitée,
- L'adresse et le lieu de livraison,
- Le montant TTC du bon de commande,
- La référence de l'accord-cadre,
- Le numéro de la commande,
- Le prix net unitaire HT.

Le titulaire devra exécuter l'ensemble des prestations qui lui seront commandées par chaque établissement bénéficiaire. Il devra informer systématiquement l'établissement bénéficiaire en cas de difficulté d'exécution.

Une fois le bon de commande émis, l'établissement bénéficiaire s'engage à ne pas annuler la commande, sauf motif d'intérêt général dûment justifié, et sous réserve d'indemniser le titulaire des frais et investissements, dûment justifiés, engagés à perte pour l'exécution de la prestation.

Les frais de transport des fournitures à quai, sont à la charge du titulaire, qui effectue les livraisons **franco de port et d'emballage (sauf mention contraire dans l'annexe financière)**, dès le premier Euro en France métropolitaine.

Pour les lots ayant un dispositif de location des matériels de prévu (cf. article 3.5 du CCTP), Les bons de commande pourront être émis pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre et leur échéance pourra être postérieure à l'échéance de la durée de l'accord-cadre sous réserve de ne pas méconnaître l'obligation d'une remise en concurrence périodique de l'accord-cadre.

Les bons de commande pourront être émis pendant toute la durée de validité de l'accord-cadre.

7.2 HORAIRES, LIEUX ET CONDITIONS DE LIVRAISON

Les caractéristiques liées à la livraison/l'exécution sont propres à chaque établissement bénéficiaire et sont listées sur chaque bon de commande.

Une visite technique préalable est organisée entre le titulaire et l'établissement bénéficiaire afin de définir les conditions et contraintes techniques et délais liés à l'installation.

Le titulaire, ou toute personne mandatée par lui pour les besoins de l'exécution des prestations devra respecter les modalités d'accès et de sécurité propres à chaque établissement.

7.3 EMBALLAGES ET TRANSPORT

La qualité des emballages doit être appropriée aux conditions et modalités de transport. Elle est de la responsabilité du titulaire.

Par dérogation à l'article 20.2.2 du CCAG-FCS, les emballages restent la propriété de la personne publique.

En application des dispositions de l'article 20.3 du CCAG-FCS, les risques afférents au transport jusqu'au lieu de destination ainsi que les opérations de conditionnement, d'emballage, de chargement, d'arrimage incombent au titulaire. Le titulaire est responsable du transport de ses produits et il en assure les risques afférents jusqu'au lieu de destination de l'établissement bénéficiaire.

Le déchargement de la marchandise sera réalisé par le transporteur sous la responsabilité du titulaire. En effet, le titulaire est responsable du transporteur qu'il aura choisi et de toutes les avaries de livraison qui surviendraient du propre fait de ce dernier.

Les fournitures doivent être livrées par tout moyen permettant de respecter le délai d'exécution contractuel maximum fixé à l'article 11.5 du présent CCAP.

La livraison sera conforme aux dispositions du protocole de sécurité concernant les opérations de chargement et de déchargement de chaque utilisateur.

7.4 LE DELAI DE LIVRAISON

Les délais d'exécution des prestations sont indiqués dans l'offre du titulaire et courent à compter de la date de réception, par ce dernier, du bon de commande émis par les membres du groupement de commandes et par les bénéficiaires du marché après convention avec la centrale d'achat UNIHA.

Le point de départ du délai d'exécution est celui de la date de notification du bon de commande.

Les prestations devront être achevées, y compris après la date limite de validité du marché, dès lors que le bon de commande aura été émis pendant la période de validité du marché.

7.5 DIFFICULTE DE LIVRAISON

Le titulaire devra livrer l'ensemble des produits qui lui seront commandés.

Lorsque le titulaire ne peut honorer la livraison d'une commande de manière totale ou partielle et/ou lorsqu'il désire procéder à la modification de tout élément inscrit sur le bon de commande, il doit impérativement en informer au préalable et sans délai l'établissement adhérent.

Cette information préalable se réalise :

- Soit par téléphone, confirmée d'une communication écrite dans un second temps ;
- Soit par courriel.

L'établissement bénéficiaire, prendra alors une décision de livraison partielle ou de différer la livraison.

7.6 BORDEREAU DE LIVRAISON

En complément de l'article 21.2 du CCAG-FCS, les livraisons sont obligatoirement accompagnées d'un bordereau de livraison indiquant :

- Le nom du titulaire,
- La date de livraison,
- L'objet de la livraison (sur chaque colis, avec la quantité),
- Le numéro de l'accord-cadre,
- La quantité à livrer, la quantité livrée par référence,
- La référence du bon de commande,
- Le lieu de livraison,
- Le numéro de lot ou de série, si possible,
- Le nombre de colis et le poids de chacun d'eux.

Le bordereau de livraison en format papier pourra être substitué par un bordereau de livraison dématérialisé uniquement après accord de l'établissement bénéficiaire.

Auquel cas, il pourrait être transmis par courriel aux personnes concernées.

8. GESTION DES RUPTURES D'APPROVISIONNEMENT

8.1 OBLIGATION D'INFORMATION

En cas de rupture d'approvisionnement du produit objet du marché, et quelle qu'en soit la cause (arrêt de commercialisation, fabrication, distribution, rupture de stocks, évolution de la réglementation, contingentement), le titulaire en informe par écrit l'établissement coordonnateur et les établissements bénéficiaires sans délai.

Cette information doit comprendre, à minima :

- Les motifs de la rupture d'approvisionnement ;
- La durée prévisionnelle de rupture.

L'établissement coordonnateur apprécie les motifs présentés par le titulaire pour décider de la poursuite de l'exécution du marché.

8.2 RUPTURE CONSECUTIVE A UNE EVOLUTION DE LA REGLEMENTATION OU/ ET NON IMPUTABLE AU TITULAIRE

8.2.1 PRODUIT DE SUBSTITUTION

L'établissement coordonnateur accepte la présentation d'un produit de substitution pour palier à cette rupture, à la condition que cette rupture relève d'un événement extérieur au marché que le titulaire ne pouvait raisonnablement pas prévoir au moment du dépôt de son offre.

Le titulaire propose alors un produit de substitution, accompagné de la fiche technique du produit. Le produit de substitution doit respecter les mêmes caractéristiques techniques que les produits retenus initialement au marché. Le prix du produit de remplacement palliant la rupture d'approvisionnement ne pourra être supérieur au prix du produit initialement retenu.

Toute opération de substitution de produit doit impérativement recueillir l'accord préalable de l'établissement coordonnateur. Cet accord préalable, daté et signé par l'établissement coordonnateur sera matérialisé par la signature de l'offre de substitution de produit, retournée au titulaire ou par voie d'avenant. En aucun cas, le titulaire ne pourra se prévaloir d'un simple accord oral pour la livraison de produits de substitution.

En cas de livraison d'un produit de substitution sans accord préalable de l'établissement coordonnateur, le produit sera rejeté et sera repris aux frais du titulaire, sans que les dispositions relatives aux opérations de vérification prévues au présent CCAP ne s'appliquent.

8.2.2 RESILIATION

Dans l'hypothèse où aucun produit de substitution ne peut être proposé par le titulaire ou accepté par l'établissement coordonnateur, le marché peut être résilié pour motif d'intérêt général.

8.3 RUPTURE IMPUTABLE AU TITULAIRE

8.3.1 EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES

En cas de rupture d'approvisionnement imputable au titulaire tel qu'un arrêt de fabrication du produit ou un arrêt de commercialisation, l'établissement coordonnateur peut refuser tout produit de substitution, et chaque établissement bénéficiaire peut, après accord de l'établissement coordonnateur qui en informe le titulaire, exécuter le marché aux frais et risques du titulaire jusqu'à la reprise des livraisons.

Une éventuelle diminution des dépenses ne profitera pas au titulaire défaillant.

En cas de carence entre la date d'émission du bon de commande et la reprise des livraisons par un tiers, chaque établissement adhérent est en droit d'appliquer les pénalités définies à l'article 18 du présent CCAP.

8.3.2 RESILIATION

Dans l'hypothèse où la rupture d'approvisionnement imputable au titulaire est d'une durée supérieure à 3 mois, le marché pourra être résilié pour faute, et aux frais et risques du titulaire, après mise en demeure préalable d'un mois.

9. OPERATIONS DE VERIFICATION

Les opérations de vérification des prestations sont effectuées par chaque établissement bénéficiaire et pour chaque bon de commande, dans les conditions prévues aux articles 27 à 30 du C.C.A.G-FCS.

Les vérifications quantitatives et qualitatives ont pour but de constater que les prestations exécutées ou produits livrés présentent les caractéristiques qui les rendent aptes à remplir les fonctions précisées par le cahier des charges et l'offre technique du titulaire.

Elles sont effectuées dans les locaux de l'établissement bénéficiaire par les agents désignés à cet effet.

Par dérogation à l'article 27.3 du C.C.A.G-F.C.S, l'établissement bénéficiaire n'avise pas automatiquement le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications. Néanmoins, le titulaire peut prendre contact avec l'établissement pour connaître les jours et heures fixés pour les vérifications afin d'y assister ou de s'y faire représenter.

9.1 VERIFICATIONS QUANTITATIVES

Ces opérations de vérification sont effectuées lors de la livraison des fournitures dans les conditions prévues à l'article 28.1 du chapitre V du CCAG. Elles consistent à vérifier la conformité entre la quantité définie sur le bon de commande et celle portée sur le bon de livraison ainsi que celle effectivement livrée.

Ces vérifications sont effectuées le jour même de la livraison.

Si la quantité livrée n'est pas conforme à la commande, l'établissement bénéficiaire peut mettre le titulaire en demeure de reprendre l'excédent ou de compléter la livraison dans les délais qu'il prescrira. En cas de non-conformité entre la quantité livrée et le bordereau de livraison, le dit bordereau et son duplicata seront rectifiés, sous la signature des deux parties ou de leur représentant.

9.2 VERIFICATIONS QUALITATIVES

Ces opérations de vérification sont effectuées lors de la livraison des fournitures dans les conditions prévues à l'article 28.1 du chapitre V du CCAG FCS. Elles consistent à vérifier la conformité des références listés sur le bon de commande et les références livrées, la conformité technique des produits et notamment sa qualité, le conditionnement, l'étiquetage.

Ces opérations sont effectuées dans le délai de 15 jours à compter de la livraison des fournitures.

Par dérogation à l'article 28.1 du chapitre V du CCAG FCS, en cas de livraison d'un produit de substitution sans accord préalable de l'établissement coordonnateur, le produit est systématiquement rejeté sans condition de délai.

Si les fournitures ne sont pas conformes, elles sont refusées et doivent être remplacées immédiatement par le titulaire sur demande écrite de l'établissement adhérent qui toutefois peut accepter les fournitures avec réfaction de prix.

9.3 ADMISSION ET TRANSFERT DE PROPRIETE

Le transfert de propriété du titulaire vers chaque établissement bénéficiaire est réalisé par l'admission, sous réserve des vices cachés.

Pour les lots 4, 8 et 9 :

9.3.1 - MISE EN ORDRE DE MARCHE :

La livraison sera considérée comme terminée lorsque le matériel sera en ordre de marche.

Cette phase sera notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à l'établissement adhérent ou par tout autre moyen permettant d'attester la date de réception par l'établissement adhérent.

9.3.2 - VERIFICATION D'APTITUDE

La vérification d'aptitude a pour but de constater que :

- le matériel livré présente les caractéristiques techniques et fonctionnelles qui le rend apte à remplir les fonctions précisées dans le cahier des clauses techniques particulières.
- Les prestations associées (documentation et formation) sont conformes à ce qui est demandé dans le CCTP et proposé dans la réponse du titulaire.

La durée maximale de cette vérification d'aptitude est de 15 jours, à compter de la notification de la mise en ordre de marche.

A l'issue de cette période :

- Si la vérification est positive, l'établissement adhérent établit un certificat de conformité et procède ensuite à la vérification de service régulier.
- Si la vérification d'aptitude est négative, l'établissement adhérent prend une décision d'ajournement ou de rejet conformément aux stipulations de l'article 5.1. Le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché.

- Si l'établissement adhérent estime que le matériel et/ou les prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, il peut décider d'ajourner l'admission. A cet effet, il adresse au titulaire un certificat de non-conformité l'invitant à présenter à nouveau les matériels et/ou prestations mises au point dans un délai fixé dans le certificat. Lorsque le titulaire présente à nouveau les matériels et/ou prestations mises au point, l'établissement adhérent dispose à nouveau de la totalité du délai prévu pour procéder aux vérifications des prestations. En cas de deux ajournements successifs, le marché est susceptible d'être annulé.

9.3.3 - VERIFICATION DE SERVICE REGULIER

La vérification de service régulier a pour but de constater que le matériel fourni est capable d'assurer un service régulier dans les conditions normales d'exploitation pour remplir les fonctions visées.

La durée maximale de cette vérification de service régulier est de 1 mois, à compter de la validation de la vérification d'aptitude.

Pendant ce délai, le Titulaire, en assistance technique permanente avec l'établissement adhérent, participera à la vérification de l'ensemble des fonctionnalités du système en situation d'exploitation.

Si le résultat de la vérification de service régulier est positif, l'établissement adhérent prend une décision de réception.

La réception peut être limitée aux seuls éléments dont la régularité de service a été vérifiée, pourvu qu'ils permettent l'utilisation dans des conditions jugées acceptables par l'établissement adhérent.

Si le résultat de la vérification de service régulier est négatif, l'établissement adhérent prend une décision écrite qu'il notifie au titulaire, soit :

- D'ajournement avec vérification de la régularité de service pendant une période supplémentaire maximale d'un mois ;
- De réception avec réfaction ;
- De rejet.

Si l'établissement adhérent ne notifie pas sa décision dans le délai de sept jours, le résultat de la vérification de service régulier est considéré comme positif et les prestations sont réputées reçues.

En cas de retard, le Titulaire est passible de pénalités prévues à l'article 14.2 du CCAP.

Lorsque le Titulaire présente à nouveau les prestations mises au point, l'établissement adhérent dispose de la totalité du délai prévu pour procéder aux vérifications des prestations.

10.GARANTIE DES FOURNITURES

Les fournitures sont garanties contre tout vice de fabrication, défaut de matière ou défaut de fonctionnement pendant le délai d'utilisation indiqué sur les emballages d'origine à compter du jour de la réception. Ce délai de garantie ne pourra être inférieur à un an.

Ces garanties sont applicables dans les mêmes conditions aux fournitures de substitution ou de remplacement.

11.ACHATS DURABLES, EQUITABLES ET RESPONSABLES

Les fournitures sont garanties contre tout vice de fabrication, défaut de matière ou défaut de fonctionnement pendant le délai d'utilisation indiqué sur les emballages d'origine à compter du jour de la réception. Ce délai de garantie ne pourra être inférieur à un an.

Ces garanties sont applicables dans les mêmes conditions aux fournitures de substitution ou de remplacement.

Chapitre 3 – Dispositions spécifiques aux établissements bénéficiaires situés en Outre-Mer

Toutes les dispositions du présent cahier des clauses administratives s'appliquent aux établissements DROM-COM sous réserve des clauses spécifiques prévues au présent article.

12. MODALITES DE LIVRAISON

Les caractéristiques liées à la livraison sont propres à chaque établissement bénéficiaire et sont définis sur chaque bon de commande.

Le titulaire assure la livraison des fournitures dédouanées pour l'export, au point de livraison en France métropolitaine (FCA), déterminé par l'établissement bénéficiaire (quai transitaire aérien ou maritime).

Dans le cas où la fourniture objet du marché, est fabriquée en dehors de la France, le point de livraison (transitaire) est défini en commun accord avec l'établissement bénéficiaire concerné.

Le délai de livraison est le même que pour les établissements situés en France métropolitaine définit à l'article 7.4 du présent CCAP : il s'entend de la date de notification du bon de commande à la date de livraison sur le site d'embarquement (quai transitaire aérien ou maritime).

Le titulaire est chargé d'emballer et d'étiqueter les fournitures afin qu'elles arrivent en bon état à destination finale.

12.1 BORDEREAU DE LIVRAISON

La livraison sera obligatoirement accompagnée d'un bordereau de livraison tel que défini à l'article 7.6 du présent CCAP et des documents ci-après :

- Une Fiche de Données de Sécurité pour les fournitures concernées si nécessaire ;
 - L'identité de l'expéditeur et l'identité du destinataire ainsi que le pays de destination ;
 - La facture en euros HT,
 - La liste exhaustive du colisage ;
 - En fonction de la catégorie du produit, la déclaration matière dangereuse (IATA) effectuée par une personne diplômée IATA ;
- Chaque livraison au transitaire doit être accompagnée d'une facture correspondant au colisage exact, en cohérence avec le bordereau de livraison.

12.2 EMBALLAGES ET TRANSPORT

Conformément à l'article 20.3 du CCAG-FCS, le titulaire est responsable du transport de ses produits et il en assure les risques afférents jusqu'au quai transitaire (aérien ou maritime). A ce titre, il est également responsable du conditionnement et de l'emballage des fournitures

Le titulaire veillera à garantir que l'emballage respecte la réglementation en vigueur et permette notamment de préserver et protéger les fournitures objet du présent contrat en fonction du climat et ce jusqu'au lieu de destination final conformément à l'article 20.2.1 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 20.2.2 du CCAG-FCS, dès l'admission des fournitures, les emballages deviennent la propriété de l'établissement bénéficiaire.

Le titulaire a l'obligation de remettre au transitaire la fourniture emballée pour l'export dans le respect de la réglementation aérienne internationale et la réglementation sur le transport par voie maritime.

A ce titre, aucun surcout supplémentaire ne pourra être demandé par le titulaire.

En cas de non-respect des conditions d'emballages, les surcouts éventuellement engendrés sont à la charge du titulaire.

13. OPERATION DE VERIFICATION QUALITATIVE ET QUANTITATIVE

Les opérations de vérification des livraisons quantitatives (conformité bon de livraison, état des emballages notamment) sont effectuées par le transitaire.

Les vérifications qualitatives prévues à l'article 9.2 du présent CCAP sont effectuées par l'établissement bénéficiaire.

L'admission des prestations par l'établissement bénéficiaire intervient à la suite des opérations de vérifications définies à l'article 9.3.

14. DISPOSITIONS FINANCIÈRES PARTICULIÈRES

Les prix unitaires en euros HT, mentionnés au BPU ne pourront être différents de ceux appliqués à la France métropolitaine.

Le titulaire est chargé d'accomplir la procédure de dédouanement dans le pays d'exportation et de s'acquitter des droits et des taxes qui s'y rapportent afin que les marchandises puissent quitter le pays d'exportation (notamment le territoire métropolitain).

En complément de l'article 11 du présent CCAP, les prix comprennent également les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage spécifique en fonction des conditions d'envoi (maritime ou aérien), à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison (quai ou aéroport du transitaire).

Les frais de manutention et de transport, de douane ainsi que les dépenses fiscales (taxes outre-mer), qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire. La réexpédition par le titulaire d'un nouveau produit à la suite du rejet des fournitures reste à la charge du titulaire

Chapitre 4 - Prix et règlements

15. CONTENU ET CARACTERE DES PRIX

15.1 FORME DES PRIX

Le prix des fournitures et prestations objet du marché sont révisables dans les conditions prévues ci-après.

Par dérogation à l'article 10.2 du CCAG FCS, le prix du règlement est le prix en vigueur à la date d'émission du bon de commande.

15.1 CONTENU DES PRIX

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

Il ne peut être facturé aucun frais supplémentaire correspondant à des minimas de commande, que ce soit en quantité et/ou en valeur.

La formation des utilisateurs fait partie intégrante du prix, conformément à l'article 3.2 du CCTP (nombre de jours, nombre d'utilisateurs...).

Cette clause est applicable aux établissements situés en France métropolitaine (Corse comprise).

Pour les établissements bénéficiaires situés en DROM-COM, le cout du transport entre le site d'embarquement et le site de l'établissement bénéficiaire est à la charge de ce dernier (chapitre 5 du présent CCAP).

16. MODIFICATION DES PRIX

Ces modifications de prix s'appliquent sans qu'il ne soit nécessaire de procéder à un avenant.

16.1 OFFRE DE PRIX PROMOTIONNELS

Les prix peuvent évoluer à la baisse dans le cadre d'offres de prix promotionnels mises en place à l'initiative du titulaire.

A l'occasion de ces offres promotionnelles, le titulaire pourra notamment proposer un (ou des) équipement(s) d'occasion reconditionné(s), sous condition que l'équipement d'occasion ou reconditionné soit identique en termes de modèle et de caractéristiques techniques à celui notifié dans le cadre de l'accord-cadre et que s'appliquent à celui-ci les mêmes garanties et conditions de maintenance que celles du présent accord-cadre.

Le titulaire doit adresser dans les meilleurs délais, au pouvoir adjudicateur, le tarif promotionnel. Il précise la durée de validité de la promotion et la désignation précise des spécialités concernées.

La baisse de prix s'applique aux commandes émises pendant toute la durée de la promotion par l'ensemble des adhérents et se substituent automatiquement aux prix contractuels pendant la période définie.

Les factures émises sur la base des nouveaux prix doivent faire explicitement référence au tarif promotionnel qui fait partie des pièces justificatives de la dépense à transmettre au comptable public.

A l'expiration de la période promotionnelle, les prix du marché sont ceux à nouveau en vigueur.

L'offre de prix promotionnelle sera formalisée par le pouvoir adjudicateur par un certificat administratif validant son accord sur l'offre et cadrant les éléments (quantités, prix, durée etc).

16.2 REMISES ET ESCOMPTE APPLICABLES

Le Titulaire s'engage à appliquer à chaque établissement bénéficiaire les remises proposées dans son offre.

Le Titulaire s'engage également à respecter les taux d'escompte précisés dans son offre en cas de réduction du délai de paiement.

16.3 MODALITES DE MISE EN ŒUVRE DE LA FORMULE DE REVISION

La clause de révision est mise en œuvre à la demande de l'une ou l'autre des parties par tout moyen permettant de donner date certaine.

Les prix pour l'ensemble des fournitures listées dans le BPU seront révisables à la hausse comme à la baisse, à compter de la date anniversaire de notification du marché (à 12, 24, 36 mois) par application de la formule précisée ci-après.

La demande de révision devra être formulée par l'envoi par le titulaire d'un email au pouvoir adjudicateur, moyennant un **préavis de 1 mois** avant la date anniversaire de notification du marché. Le titulaire fournira un BPU et catalogue avec l'ensemble de ses nouveaux prix. En cas d'envoi postérieur, les indices utilisés pour la formule de révision devront être ceux qui auraient dû être utilisés à la date de révision initiale, sauf hypothèse plus favorable pour le pouvoir adjudicateur. L'entrée en vigueur des prix révisés doit faire l'objet d'un accord exprès du pouvoir adjudicateur. Le titulaire en est informé par courrier transmis de façon dématérialisé permettant une traçabilité. Au plus tôt, les prix sont applicables à date anniversaire de notification et dès transmission du courrier de confirmation.

16.4 FORMULE ET MODALITE DE RÉVISION

16.4.1 PRIX DE REFERENCE POUR LA VARIATION

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois Mo, du mois de remise des offres (dernier indice publié au « mois zéro »).

16.4.2 FORMULE DE REVISION

Les prix seront révisés par application des coefficients et des indices mentionnés dans le tableau ci-dessous :

ACQUISITION DES MATERIELS ET ACCESSOIRES (LOT 4 8 ET 9):

$$P = P_0 \times (0.2 + 0.8 \times \text{Indequip}_1 / \text{Indequip}_0)$$

L'évolution des indices sera déterminée en comparant la valeur du dernier indice connu au moment de la révision par rapport à l'indice Mo (mois de remise des offres) :

INDICE EQUIPEMENT : Indice de prix d'importation de produits industriels – CPF 26 et 27 – Produits informatiques, électroniques et optiques, Équipements électriques Toutes zones – Base 2021 – Données mensuelles brutes – Identifiant 010765308

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010765308>

MAINTENANCE (TOUS LOTS) :

$$P = P_0 (+0.2 \times \text{Indequip}_1 / \text{Indequip}_0 + 0.6 \times \text{Itravail}_1 / \text{Itravail}_0)$$

INDICE EQUIPEMENT : Indice de prix d'importation de produits industriels – CPF 26 et 27 – Produits informatiques, électroniques et optiques, Équipements électriques Toutes zones – Base 2021 – Données mensuelles brutes – Identifiant 010765308

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010765308>

INDICE COUT DU TRAVAIL : Indice du coût du travail - Coût horaire - Activités spécialisées, scientifiques, techniques (NAF rév. 2 section M) - Base 100 en 2020 - Identifiant 010762013

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010762013>

Avec:

- P_0 : Prix initial du contrat
- P : Prix révisé
- I_0 : Valeur de l'indice de référence au mois de la remise des offres
- I_1 : Valeur du dernier indice publié à la date de la demande de révision

16.5 FOURNITURES ACHETÉES HORS BPU ET BÉNÉFICIAIRE D'UNE REMISE SUR CATALOGUE

Les établissements adhérents se réservent la possibilité de commander des références non inscrites au bordereau de prix unitaires sur catalogue fourni par le titulaire. Il est précisé que ces produits seront strictement conformes à l'objet du marché.

Le montant total des achats effectués sur catalogue ne pourra en aucun cas dépasser 10% du montant total du marché : du total du montant annuel des achats réalisés de cet adhérent pour le lot considéré.

Le pourcentage de remise minimum applicable au tarif public est indiqué sur le bordereau des prix

Le catalogue fourni par le titulaire, et correspondant aux bordereaux remis dans son offre, comprend un tarif général public, un taux de remise contractualisée, un tarif remis. Le catalogue est demandé par lot et pour la famille de produits concernée par le lot.

Il peut être réactualisé 1 fois par an.

16.6 REVISION DES PRIX DES EQUIPEMENTS EN LOCATION MAINTENANCE

L'émission d'un bon de commande par l'établissement bénéficiaire sera obligatoirement précédée d'une simulation financière proposée par le titulaire pour la durée de la location envisagée.

La simulation financière remise par le titulaire à l'établissement devra obligatoirement comprendre les informations suivantes :

- Le montant des loyers et le coût total supporté par l'établissement bénéficiaire.
- La durée de validité de la simulation financière.
- La mention selon laquelle les loyers renseignés dans la simulation financière remise avant l'émission du bon de commande sont susceptibles d'être modifiés à la réception de l'équipement en application de la formule de révision prévue au CCAP si un délai supérieur à 4 mois s'écoule entre la date d'émission du bon de commande et la livraison de l'équipement commandé. L'établissement doit être informé que le loyer révisé en application de la formule de révision contractuelle s'appliquera de plein droit.

Le bon de commande émis par l'établissement bénéficiaire devra être accompagné de la simulation financière comprenant les mentions précédemment visées. Si le bon de commande n'est pas accompagné de la simulation financière comprenant les mentions exigées, le titulaire devra refuser le bon de commande et inviter l'établissement bénéficiaire à réitérer l'envoi du bon de commande.

Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas les exigences précitées, y compris dans l'hypothèse où il s'abstient de refuser le bon de commande non accompagné de la simulation financière assortie des mentions exigées, les loyers renseignés dans la simulation financière remise à l'émission du bon de commande s'appliqueront de plein droit pendant toute la durée de la location, et aucune révision ne pourra être opérée à la réception de l'équipement.

Les loyers financiers (hors maintenance) seront révisés à la hausse comme à la baisse, en fonction de l'indice et de la formule suivante :

Définition de l'indice (I) :

L'Indice est calculé comme suit sur la base du dernier indice publié à la date d'émission du bon de commande :

A étant l'indice TEC 5, disponible sur le site de la Banque de France :

<https://www.banque-france.fr/statistiques/taux-et-cours/les-indices-obligataires>

B étant l'indice Euribor 12 mois, tel que disponible sur le site de la banque de France à l'adresse suivante :

<https://www.banque-france.fr/statistiques/taux-et-cours/taux-interbancaires>

L'indice (I) est obtenu par application de la formule suivante :

$$I = (2xA + 1xB)/3.$$

Toute variation supérieure ou égale à 10 points de base (ou 0,1%) de l'Indice, entre l'Indice de Base I0 correspondant à celui de la date de la remise des offres et l'indice I calculé à la date de révision, entraînera de plein droit majoration ou minoration des loyers financiers présentés lors de la remise des offres de l'accord-cadre.

Les prix seront révisés sur la base de la présente formule de révision au moment de l'émission du bon de commande, puis au moment de la réception de l'équipement, sous réserve des conditions et respect par le titulaire des exigences précitées. Les loyers seront ensuite fermes pendant toute la durée de la location.

Il est précisé que ces clauses ne peuvent pas s'appliquer durant la période de validité des offres, attendu que cela remettrait en cause l'analyse du critère économique.

16.7 CLAUSE DE RENDEZ VOUS

Si l'application de la formule de variation des prix conduit à une variation supérieure à 5% par rapport au prix initial du marché, les parties se rapprocheront afin de convenir des modalités de la poursuite du contrat.

17.AVANCES

Les dispositions de l'article B.11.1 du CCAG-FCS s'appliquent.

Une avance pourra être accordée dans les conditions prévues à l'article R.2191-16 du Code de la commande publique, sauf en cas de renonciation au bénéfice de l'avance par le titulaire à l'acte d'engagement.

Il ne sera accordé aucune avance supplémentaire.

Remboursement de l'avance

L'avance faisant l'objet d'un paiement unique, celle-ci sera récupérée en une seule fois.

Dans le cas d'une reconduction, la même procédure sera adoptée pour le versement et le remboursement de l'avance.

Les établissements bénéficiaires pourront faire le choix de modifier les présentes dispositions dans un sens favorable au titulaire. Cette modification sera actée par voie d'avenant opposable entre le membre bénéficiaire et le titulaire du marché.

L'établissement bénéficiaire s'engage à en informer l'établissement coordonnateur en lui transmettant l'avenant.

18.MODALITES DE REGLEMENTS

18.1 DELAIS DE PAIEMENT

Le délai global de paiement court à compter de la date de réception de la facture ou, si la date de réception de la facture est antérieure à la date d'admission des produits/prestations, à compter de la date d'admission.

Le délai de paiement est celui prévu aux articles R.2192-10 et R.2192-11 du Code de la commande publique.

Le défaut de paiement dans le délai prévu ci-dessus donne droit au versement d'intérêts moratoires et d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Le taux des intérêts moratoires est celui du taux de la BCE en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Le délai de paiement peut être suspendu par l'ordonnateur ou le comptable assignataire quand les justificatifs produits sont insuffisants ou en cas de différends sur les sommes dues au titulaire. Dans ce

cas, cette suspension fera l'objet d'une notification au titulaire. Cette notification devra préciser les raisons qui, imputables au titulaire, s'opposent au paiement ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la remise par le titulaire de la totalité des justifications qui lui ont été réclamées.

A compter de la réception des justifications demandées par la personne publique contractante, un nouveau délai global est ouvert : il est de 30 jours ou égal au solde restant à courir à la date de la suspension si ce solde est supérieur à 30 jours.

Le délai de paiement peut être suspendu par le comptable assignataire, dans le cas où une notification ou une signification d'une cession ou d'un nantissement a été faite au comptable et où celui-ci ne dispose pas de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité du marché public en même temps que de l'ordonnance ou du mandat et des autres pièces justificatives, selon les modalités décrites ci-dessus. Le solde du délai global court à dater de la réception de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité par le comptable.

Il en va de même s'agissant du nantissement intervenu après le jugement d'ouverture de la procédure collective, qui ne peut être exécuté sans l'accord de l'administrateur judiciaire. Le courrier par lequel le comptable sollicite cet accord suspend le délai global de paiement et indique à l'administrateur le délai dans lequel il doit faire connaître sa réponse.

Le solde du délai global reprend à réception de la réponse de l'administrateur ou, à défaut, à l'expiration du délai prévu dans ce courrier.

Le paiement du contrat s'effectue grâce aux crédits inscrit à l'Etat Prévisionnel des Recettes et des Dépenses (EPRD) de chaque établissement bénéficiaire.

Les modalités de règlement seront prises en accord avec le titulaire.

18.2 MODALITES DE PAIEMENT

18.2.1 – MODALITES DE PAIEMENT EN ACHAT

Pour l'achat des fournitures, le paiement s'effectuera à l'admission des fournitures.

Les équipements feront l'objet des modalités de règlement suivantes :

- 100 % à la signature du PV d'admission.

18.2.2 – MODALITES DE PAIEMENT POUR LES PRESTATIONS DE MAINTENANCE

Le paiement des prestations forfaitaires s'effectuera mensuellement à terme échu.

La dernière facture d'une année civile sera émise entre le 15 et le 31 décembre de chaque année civile.

Le montant de la première facture sera égal au montant prorata temporis du trimestre civil.

Le paiement des prestations sur bon de commande s'effectuera après la réalisation de chaque prestation et fourniture du rapport d'intervention.

18.2.3 – MODALITES DE PAIEMENT EN LOCATION MAINTENANCE

Les loyers commencent à courir à compter de la date de signature du procès-verbal d'admission/de mise en service.

Le paiement des factures de location, se fera directement auprès de l'établissement de crédit ou la société de financement co-traitant. Par dérogation à l'article 12.1.3 du CCAG FCS, la demande de paiement pourra directement être présentée par l'établissement financier co-traitant.

L'établissement financier pourra facturer, au nom et pour le compte du constructeur la part "maintenance", via l'émission d'une facture mensuelle comprenant deux lignes (une ligne loyer financier et une ligne part maintenance).

Le paiement des loyers s'effectuera par défaut mensuellement à terme échu à compter de la signature du procès-verbal de mise en service de chaque équipement.


Les factures seront établies sur la base du nombre d'équipements mis en service, au prorata du nombre de jours de location (sur la base de 30 jours par mois).

En cas d'ajout ou de retrait d'équipements, le montant de la facturation sera modifié en conséquence, et calculé au prorata temporis, sur la base de 30 jours par mois et 360 jours par an.

18.3 FACTURES


Le paiement est effectué en application des règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues à l'article 11 du C.C.A.G.-F.C.S.

1/ Facture électronique :

-  Conformément à l'article R2192-3 du Code de la Commande Publique, l'utilisation de la facture électronique est exclusive de tout autre mode de transmission.

Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier.

2/ Dépôt de la facture électronique :

-  La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro »).

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, l'acheteur public doit rejeter la facture transmise en avertissant l'entreprise au préalable et l'invitant à utiliser « Chorus ».

La facture électronique doit comporter obligatoirement les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur (par un numéro d'identité) et du destinataire de la facture ;
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;

- En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- Le code d'identification du service en charge du paiement ;
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leurs prix forfaitaires ;
- Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée (TVA), ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Lors du dépôt de la facture sur le portail CHORUS PRO, un code service pourra éventuellement être exigé par l'établissement bénéficiaire.

Il est établi une facture par bon de commande, sauf si un bon de commande donne lieu à plusieurs livraisons, auquel cas il sera établi une facture par livraison.

Dans certains cas et en fonction de l'état d'avancement de la réflexion de chaque établissement bénéficiaire, celui-ci pourra demander une facturation sous une autre forme (ex : facturation mensuelle).

En cas d'erreur sur la facture ou en l'absence de pièces justificatives, celle-ci sera renvoyée au titulaire et le délai de paiement sera suspendu jusqu'à réception d'une facture correctement établie et communication des pièces manquantes.

Chapitre 5 – Résiliation, exécution aux frais et risques et pénalités

19. PENALITES

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, toutes les pénalités prévues au marché sont appliquées au titulaire sur simple constat, sans qu'il ne soit nécessaire de procéder à une mise en demeure préalable. Il appartient au titulaire d'apporter le cas échéant la preuve de l'existence d'un événement exonératoire de sa responsabilité justifiant la remise des pénalités. Les pénalités décrites ci-dessous sont cumulables et nettes de taxes.

Par dérogation aux articles 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG FCS, le montant des pénalités ci-dessous n'est pas plafonné et aucune exonération de pénalités n'est accordée au titulaire.

19.1 PENALITES EN CAS DE RETARD DANS L'EXECUTION

Par dérogation à l'article 14 du C.C.A.G.-F.C.S., lorsque la totalité des fournitures objet du bon de commande n'a pas été livrée dans le délai contractuel de livraison, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable des pénalités fixées comme suit :

$$P = \frac{V \times R}{100}$$

dans laquelle :

P = montant de la pénalité

V = valeur HT du marché, du bon de commande ou de la tranche

R = nombre de jours de retard

Par ailleurs, l'ensemble des délais indiqués par les candidats dans leur mémoire technique respectif et dans leur annexe financière, ou ceux précisés dans le cadre du CCTP, est contractuel et opposable tout au long du contrat.

- De la même manière, si ceux-ci sont dépassés, ils font l'objet d'une pénalité de 5 % de la commande HT / jour de retard (jours ouvrés), calculée sur le montant des fournitures et/ou prestations concernées par le retard.

19.2 AUTRES PENALITES

Le titulaire encourt les pénalités de retard suivantes :

Fait générateur	Pénalités
Non déclaration d'un sous-traitant	500 € net de taxes par sous-traitant
Non remise des prix indexés	1000 € net de taxes
Non remise des éléments de reporting	50 € par jour de retard et par document
Non remise des éléments pour le e catalogue	50 € par jour de retard
absence du badge d'identification	100€ / constat

20.EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES

20.1 EN CAS DE RUPTURE D'APPROVISIONNEMENT EN COURS D'EXECUTION

Les conditions d'approvisionnement aux frais et risques du titulaire défaillant sont fixées à l'article 8 ci-avant.

20.2 APRES RESILIATION PRONONCEE AUX TORTS DU TITULAIRE

En cas de résiliation pour faute, les établissements bénéficiaires pourront exécuter les prestations aux frais et risques du titulaire défaillant.

21.RESILIATION DU CONTRAT

21.1 MOTIFS DE RESILIATION

Le pouvoir adjudicateur peut mettre fin à l'exécution du contrat à tout moment, pour motif d'intérêt général ou suite à une faute du Titulaire dans les conditions prévues aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

La résiliation sera prononcée aux torts du titulaire, notamment :

- Dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG-FCS
- En cas de refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-8 et D.8222-7 du code du travail permettant d'attester que le titulaire répond à ses obligations relatives au travail dissimulé ;
- En cas d'inexactitude des renseignements mentionnés à l'article R.2143-3 du Code de la commande publique ;
- En cas de rupture d'approvisionnement pour une cause imputable au titulaire, conformément aux dispositions de l'article 8 du CCAP.

La résiliation de l'accord-cadre pour quelque raison que ce soit n'entraîne pas la résiliation des bons de commande antérieurs émis et en cours d'exécution.

La résiliation par un établissement bénéficiaire de la part du marché le concernant n'entraîne pas automatiquement la résiliation de l'accord-cadre.

21.2 INDEMNITE DE RESILIATION

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, la résiliation pour faute ou pour motif d'intérêt général n'ouvre droit à aucune indemnité de résiliation.

Le titulaire peut prétendre à la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze jours après la notification de la résiliation du marché.

21.3 RESILIATION EN CAS DE LIQUIDATION JUDICIAIRE

En cas de procédure de liquidation judiciaire affectant le titulaire, le jugement instituant la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée à l'encontre du titulaire concerné.

Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

Chapitre 6 – Imprévision et circonstances imprévues

22.OBLIGATION D'INFORMATION

En cas d'évènement imprévisible et extérieur aux parties survenant en cours d'exécution, notamment d'ordre sanitaire, climatique ou économique, le titulaire doit informer l'établissement coordonnateur dans les plus brefs délais des difficultés qu'il rencontre et qui sont liées à cet évènement.

Le titulaire doit exposer par écrit l'impact de l'évènement sur sa capacité à remplir ses obligations et s'engage à fournir les justificatifs démontrant que les difficultés qu'il rencontre sont strictement liées à cet évènement.

23.MODALITES DE POURSUITE DU CONTRAT

23.1 MODIFICATION DES CONDITIONS D'EXECUTION

Conformément à l'article R.2194-5 du Code de la commande publique, des circonstances imprévues peuvent justifier la modification du périmètre des prestations ou l'adaptation des conditions d'exécution du marché.

La modification, actée par voie d'avenant, peut notamment prendre la forme :

- D'une prolongation de la durée du marché si le marché arrive à échéance pendant l'évènement imprévisible et qu'une remise en concurrence ne peut être réalisée dans des conditions raisonnables, exposant alors les adhérents à une rupture dans la continuité des soins ;
- D'une augmentation du volume maximum contractuel dès lors que l'organisation d'une procédure de mise en concurrence ne peut être mise en œuvre dans des conditions raisonnables si l'évènement ou la circonstance imprévisible a pour conséquence d'exposer les établissements à un besoin immédiat de surcroît de commande nécessaire à la continuité des soins ;

Pour chaque lot, le montant de la modification ne pourra être supérieur à 50% du montant initial, le montant initial étant calculé sur la base du volume maximum contractuel de chaque lot.

23.2 INDEMNISATION AU TITRE DE L'IMPREVISION POUVANT PRENDRE LA FORME D'UNE MODIFICATION TEMPORAIRE DES PRIX

Pour chaque lot, le titulaire du marché pourra formuler une demande d'indemnisation prenant la forme d'une modification temporaire des prix dès lors que cette modification est nécessaire à la poursuite du contrat dans les conditions de l'offre initiale.

L'acceptation de cette modification par le pouvoir adjudicateur sera subordonnée à la production par le titulaire des justificatifs permettant de caractériser un bouleversement de l'économie générale du contrat.

A ce titre, il devra notamment justifier de la différence entre sa marge bénéficiaire nette au moment où il a remis son offre et au moment où l'évènement survient, ainsi que de l'importance des charges extracontractuelles supportées du seul fait de l'évènement imprévisible.

Il est entendu que l'indemnisation, prenant la forme d'une modification temporaire des prix, ne doit pas avoir pour effet de faire supporter la totalité de la perte au pouvoir adjudicateur.

Le pouvoir adjudicateur analysera le bien-fondé de cette demande sur la base des justificatifs transmis et se réserve la possibilité de refuser cette demande si les éléments apportés ne sont pas suffisants pour justifier une indemnisation au regard de la réglementation en vigueur.

L'indemnisation prendra la forme d'une modification provisoire des prix du marché, par voie d'avenant, pour une durée limitée à la période de déséquilibre financier du marché dûment justifié, et en tout état de cause sans que la période de modification des prix ne puisse excéder 3 mois.

Au-delà de ce délai, les prix de l'offre initiale s'appliqueront de nouveau.

En tout état de cause :

- Aucune augmentation de prix ne peut être imposée unilatéralement par le Titulaire, ni à l'établissement coordonnateur ni aux établissements bénéficiaires : les prix contractuels du marché demeurent en vigueur dans l'attente de l'avenant signé par l'établissement coordonnateur,
- Le Titulaire ne peut refuser d'approvisionner les établissements au motif que les prix n'ont pas été modifiés.

24. MODALITES DE SUSPENSION DU CONTRAT

En cas d'impossibilité temporaire d'exécuter le contrat du fait de la survenance d'évènement imprévisible ou d'une circonstance imprévue, l'établissement coordonnateur peut suspendre l'exécution du contrat sur décision notifiée au titulaire.

Le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnisation.

Dans ce cadre, un marché de substitution pour la même prestation, auprès d'un autre fournisseur pourra être conclu pour la durée de la crise dans le respect des règles de la commande publique en vigueur au moment de la crise. Le marché de substitution ne sera pas exécuté aux frais et risques du titulaire.

Les conditions d'exécution du marché lors de la reprise et les modalités de paiement seront définies par avenant à la fin de la période de crise.

Chapitre 7 - Clauses de réexamen

En application de l'article R. 2194-1 du Code de la commande publique, et sans préjudice des autres clauses du CCAP, l'accord-cadre est susceptible d'être modifié dans les hypothèses suivantes.

En toute hypothèse et conformément aux dispositions de l'article L. 2194-1 du Code, les modifications opérées en application du présent chapitre ne peuvent avoir pour effet de changer la nature globale de l'accord-cadre.

25. EVOLUTION TECHNOLOGIQUE

En cas d'évolution technologique ou de changement de technique en cours d'exécution de l'accord-cadre, le Titulaire a la possibilité, après accord de l'établissement coordonnateur par voie d'avenant, de modifier ou remplacer les fournitures faisant l'objet de l'accord-cadre par des fournitures jugées plus performantes ou plus adaptées aux besoins.

Le nouveau matériel ou la nouvelle prestation associée sera conforme aux spécifications prévues au présent marché et doit être techniquement équivalent(e) ou supérieur(e) au matériel ou à la prestation associée proposé(e) initialement.

Le Titulaire sera tenu de produire un certificat indiquant que cette nouvelle référence se substitue à l'ancienne pour des raisons d'innovation technologique ou de changement de technique.

En cas d'évolution technologique mineure, cette substitution sera effectuée, au prix net initial du matériel ou de la prestation associée figurant à l'accord-cadre, ou au prix net résultant de la dernière révision.

En cas d'évolution technologique majeure d'une fourniture qu'il avait proposée initialement dans son bordereau de prix et pour laquelle il ne peut maintenir son prix initial, il pourra être conclu un avenant afin d'intégrer cette référence au bordereau de prix, sous réserve que ceci ne modifie pas le classement initial des offres et n'induisse pas une augmentation de prix de plus 10% du montant de la référence initiale.

Le Titulaire s'engage à faire bénéficier les établissements bénéficiaires de toutes les évolutions technologiques mises en œuvre.

Le nouveau produit devra répondre aux prescriptions minimales du CCTP.